# Modèle de lettre - Contestation frais bancaires Crédit Agricole

[Vos coordonnées]
[Nom Prénom]
[Adresse]
[Code postal Ville]
[Téléphone]
[Email]

[Coordonnées de la banque]
Crédit Agricole [Région]
Service Clientèle
[Adresse de l'agence]
[Code postal Ville]

**Objet : Demande de remboursement de frais bancaires non réglementaires - Compte n° [numéro de compte]
Lettre recommandée avec accusé de réception**

[Lieu], le [date]

Madame, Monsieur,

Sociétaire du Crédit Agricole [région] et titulaire du compte n° [numéro de compte], je vous adresse cette lettre pour contester des frais bancaires prélevés en violation de la réglementation applicable aux établissements de crédit.

CADRE RÉGLEMENTAIRE ET SPÉCIFICITÉS CRÉDIT AGRICOLE

En tant que banque mutualiste, le Crédit Agricole se doit d'être exemplaire dans l'application des règles de protection des consommateurs. L'article L. 312-1-3 du Code monétaire et financier, complété par les dispositions du Code de la consommation, encadre strictement les frais que vous pouvez appliquer.

La Cour de cassation, dans plusieurs arrêts récents, a rappelé que les banques mutualistes ne peuvent déroger aux plafonds légaux sous prétexte de leur statut particulier.

FRAIS CONTESTÉS - PÉRIODE D'ANALYSE

Période concernée : du [date] au [date]

1. Commissions d'intervention
- Nombre total : [nombre] commissions
- Montant total prélevé : [montant]€
- Montant unitaire moyen : [montant]€

Irrégularités constatées :
- [X] commissions supérieures à 8€ (plafond légal)
- Dépassement du plafond mensuel de 80€ en [mois] : [montant]€
- Prélèvements multiples le [date] pour le même incident

2. Statut client fragile non appliqué (si applicable)
Réunissant les conditions de l'article L. 312-1-3 du Code monétaire et financier :
- Plus de 5 incidents de paiement par mois pendant 3 mois consécutifs
- Inscription au Fichier Central des Chèques (FCC) pendant plus de 3 mois
- Dossier de surendettement en cours

J'aurais dû bénéficier automatiquement des plafonds réduits (4€ par commission, 20€ par mois maximum) sans démarche de ma part, conformément à la réglementation.

3. Frais de rejet disproportionnés (si applicable)
- Frais de rejet appliqués : [montant]€ par opération
- Montant des opérations rejetées : [montant]€
- Disproportion manifeste au regard du service rendu

FONDEMENTS JURIDIQUES DE MA RÉCLAMATION

- Article L. 312-1-3 du Code monétaire et financier (plafonnement des commissions)
- Article L. 314-13 du Code monétaire et financier (information du client)
- Article L. 133-1 du Code de la consommation (pratiques commerciales déloyales)
- Décret n°2013-931 du 17 octobre 2013 (modalités d'application des plafonds)

CALCUL DU PRÉJUDICE SUBI

Montant total réclamé : [montant total]€

Détail du calcul :
1. Commissions d'intervention excédentaires : [montant]€
2. Différentiel tarif client fragile : [montant]€ (si applicable)
3. Frais de rejet abusifs : [montant]€
4. Intérêts de retard (taux légal) : [montant]€

DEMANDES FORMULÉES

En ma qualité de sociétaire, je vous demande de :
1. Procéder au remboursement immédiat de [montant]€ sur mon compte
2. Régulariser mon statut client fragile avec application rétroactive (si applicable)
3. Mettre en place les garde-fous nécessaires pour éviter la répétition de ces pratiques
4. Me fournir un échéancier des mesures correctives envisagées

SUITE À DONNER

En l'absence de réponse satisfaisante dans un délai de 15 jours, je me réserve le droit de :
- Saisir le médiateur du Crédit Agricole
- Porter l'affaire devant le médiateur de l'ACPR
- Engager une procédure judiciaire pour obtenir réparation

En tant que sociétaire, j'espère que nous pourrons résoudre ce différend dans l'esprit mutualiste qui caractérise notre relation.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature]
[Nom Prénom]

Documents joints :
- Relevés bancaires de la période litigieuse
- Tableau de calcul des frais contestés
- Justificatifs du statut client fragile (si applicable)